

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement



Collectivités locales : quels besoins en investissements « climat » ?

Direction des études – La Banque Postale

21 mars 2025, ADGCF webinaire Île-de-France

Le Panorama des financements climat des collectivités locales



Une compilation et mise à jour de nos travaux précédents sur 3 aspects :

- 1) **Qu'est-ce qui est fait aujourd'hui ?**
- 2) **Est-ce suffisant et combien faudrait-il faire ?**
- 3) **Comment financer ?**

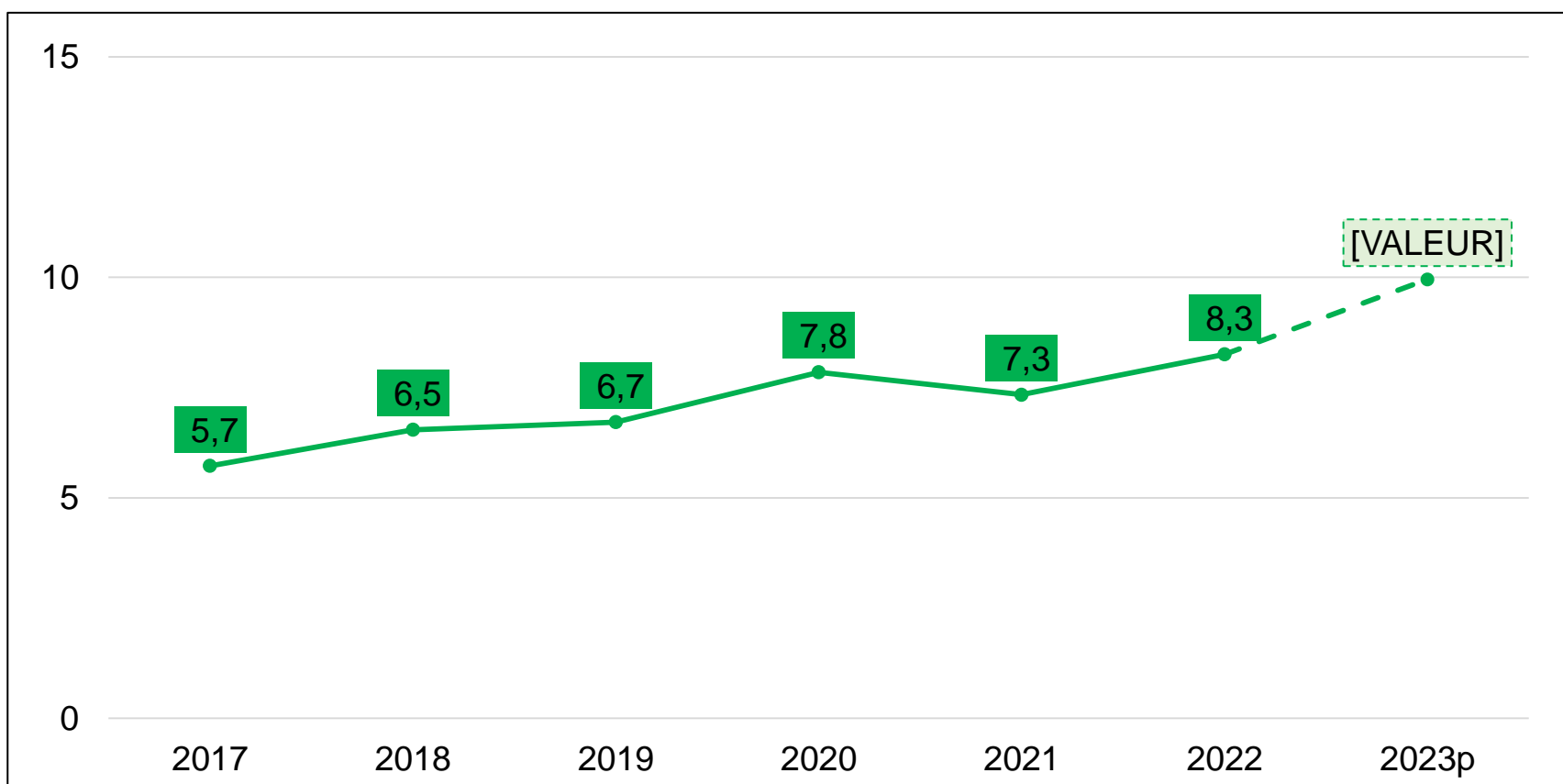


A destination des décideurs nationaux et locaux pour construire une vision partagée des enjeux

Investissements climat des collectivités locales : une réelle dynamique à la hausse, qu'il faut cependant nuancer

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES SECTEURS DU BÂTIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE

Md€ courants

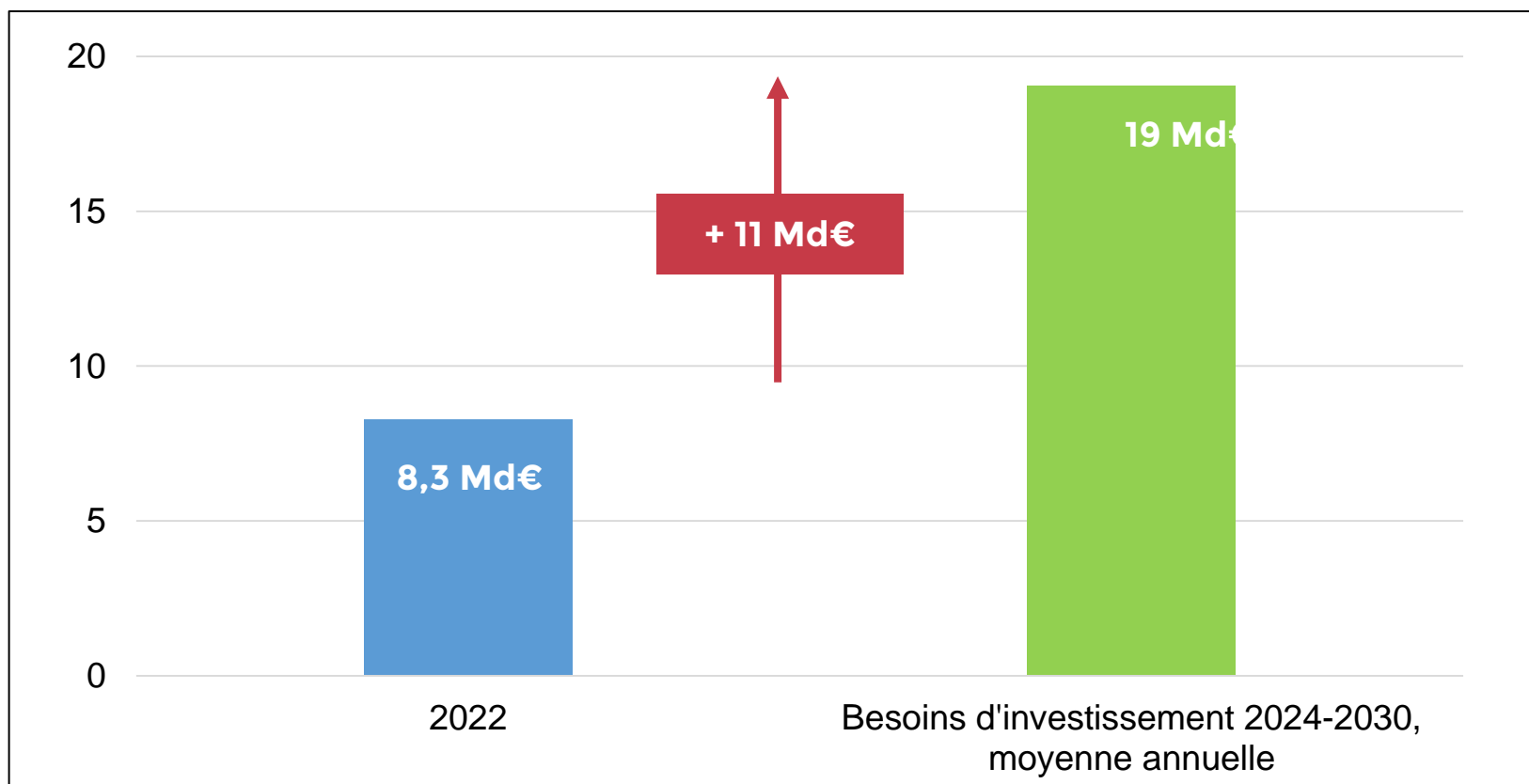


Source : I4CE/La Banque Postale

Les besoins d'investissement climat des collectivités locales s'élèvent au minimum à 11 Md€ supplémentaires par an, en moyenne d'ici à 2030

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES SECTEURS DU BÂTIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE

Md€ courants



Source : I4CE/La Banque Postale

Quatre leviers de financement possibles, chacun ses mérites, chacun ses limites, tous incontournables

Type de levier	Chiffres clés issus de l'analyse I4CE/LBP
 <p>Dette</p>	<p>Entre + 40 et + 100 Md€ d'encours de dette supplémentaires à horizon 2030 par rapport à 2023 selon les quatre scénarios étudiés</p>
 <p>Redirection</p>	<p>9 Md€ par an d'investissement redirigés vers le climat dans le scénario « Redirection »</p>
 <p>État</p>	<p>2 Md€ par an de Fonds vert jusqu'en 2030 (AE) dans le scénario « État »</p>
 <p>Ressources propres → Fiscalité locale</p>	<p>80 % des communes peuvent modérément ou difficilement mobiliser ce levier, les départements et les régions ne le peuvent pas</p>
<p>Ressources propres → Trésorerie</p>	<p>2,4 Md€ par an de trésorerie mobilisable « en théorie » au sein des communes, en grande majorité de moins 10 000 habitants</p>

Source : I4CE/La Banque Postale

Analyse des disparités financières

NOUVEAUTÉ
de l'étude 2024

→ Une étude des besoins en investissement au niveau le plus fin ne peut être réalisée, en revanche **une étude des marges de manœuvre financières pour chaque collectivité peut-être proposée.**

→ Mise en lumière de **fortes disparités territoriales dans la capacité à mobiliser différents leviers de financement :**

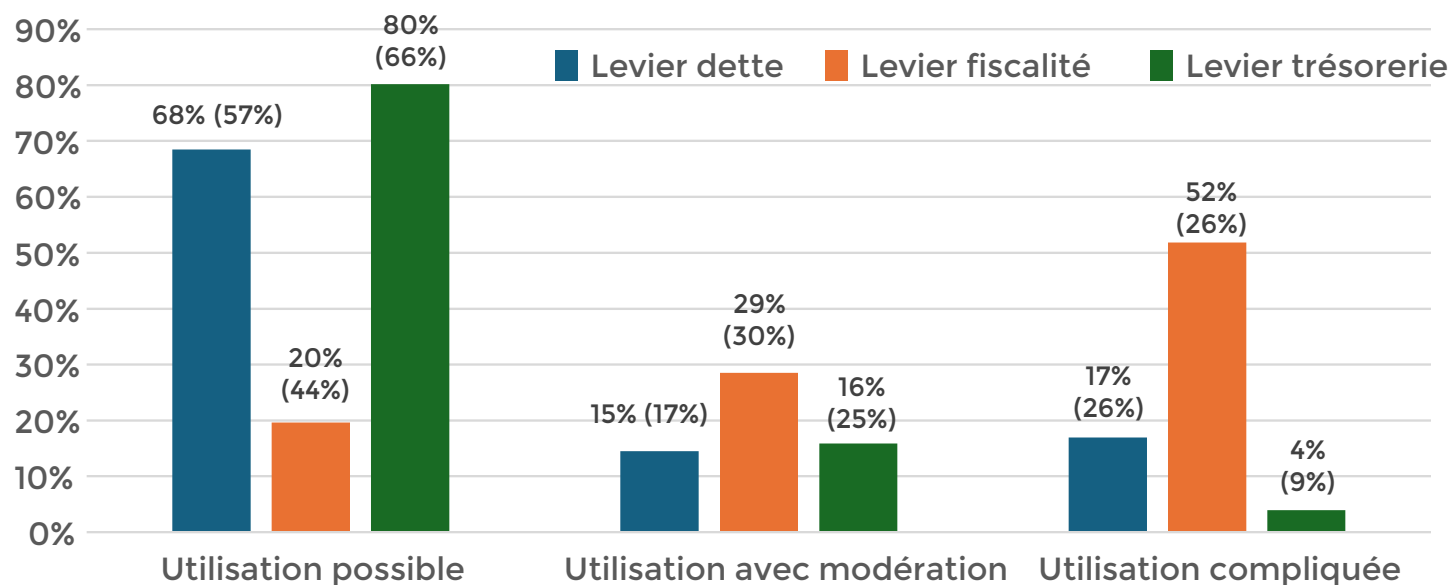
- **La dette** à travers le délai de désendettement (encours de dette/épargne brute), en moyenne sur 2021-2022-2023
- **Le levier fiscal** à travers l'effort fiscal 2023 rapporté à la moyenne de la strate démographique
- **La trésorerie** à travers le niveau 2023 en nombre de jours de dépenses

Analyse des disparités financières

Quelques résultats (Île-de-France):

- **71% des communes (68%)** peuvent mobiliser au moins deux leviers sans dégrader leurs finances mais elles sont constituées essentiellement de communes de -10 000 hab.

Part des communes pouvant agir sur un des leviers "ressources propres"



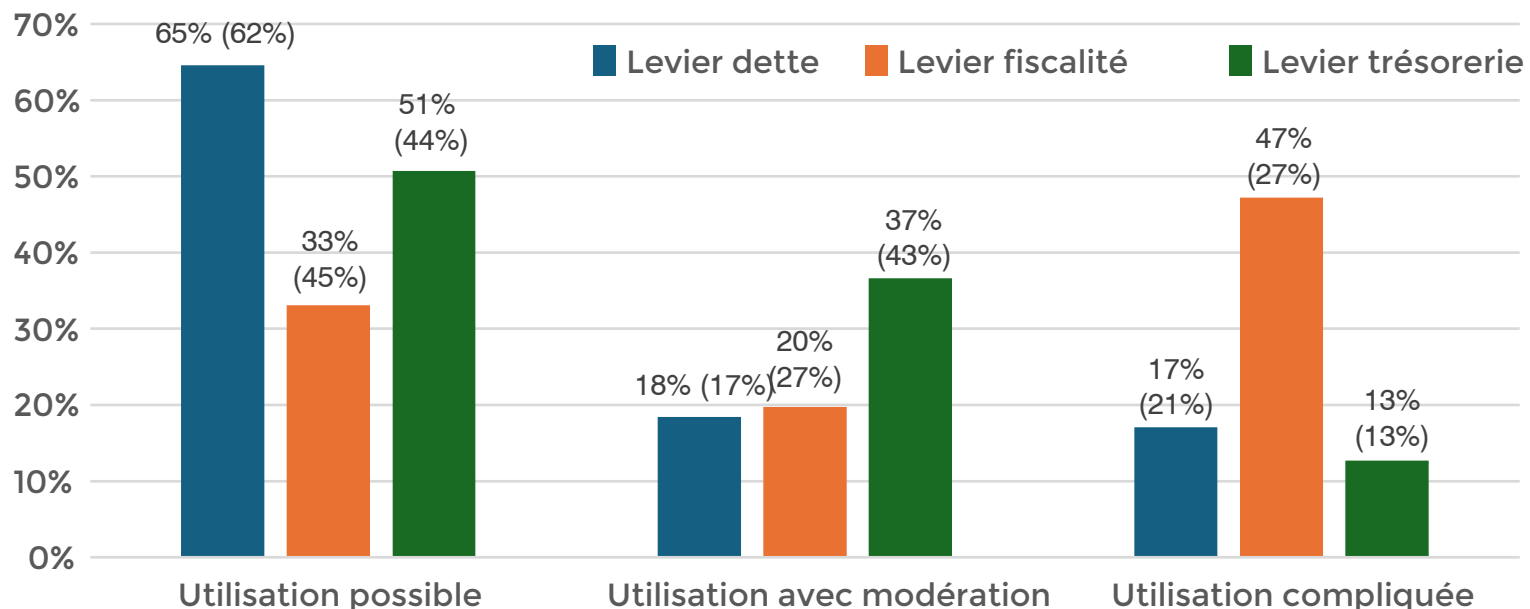
Clé de lecture : 68 % des communes peuvent utiliser le levier dette sans risquer de dégrader leurs finances, 15 % peuvent l'utiliser mais de façon limitée(en complément avec un autre levier), 17 % risquent de dégrader leurs finances en l'utilisant

Analyse des disparités financières

Quelques résultats (Île-de-France) :

- **60 % (73%) des CC, 50 % (55%) des CA-EPT et 49 % (100%) des CU-Métropole** peuvent mobiliser au moins deux leviers sans dégrader leurs finances.

Part des GFP pouvant agir sur un des leviers "ressources propres"



Clé de lecture : 65 % des GFP peuvent utiliser le levier dette sans risquer de dégrader leurs finances, 18 % peuvent l'utiliser mais de façon limitée (en complément avec un autre levier), 17 % risquent de dégrader leurs finances en l'utilisant

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement



Collectivités locales : comment faire face au mur d'investissements climatiques ?

Direction des études - La Banque Postale

21 mars 2025

Les besoins d'investissement par secteur

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES EN FAVEUR DU CLIMAT DANS LES SECTEURS DU BÂTIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE (en milliards d'euros courants)

